



ÉDUCATION NATIONALE « PRIORITÉ NUMÉRO UN » DES SUPPRESSIONS DE POSTES !

LA CGT ÉDUC'ACTION COMMUNIQUE...

Stupeur ce matin à l'annonce de la parution au JO du décret annulant 10 milliards de dépenses du budget de l'État, quatre jours après les annonces de Bruno Lemaire sur la nécessité de faire une économie de 10% sur les dépenses publiques. Le ministère de l'Éducation nationale est à ce titre particulièrement maltraité car il doit rendre 692 millions d'euros ! Cette baisse massive se fera principalement sous la forme d'emplois : 2620 postes d'enseignant-es sont supprimés dans le 1er degré public, 1740 dans le second degré public et 1760 postes dans le privé. S'y ajoutent 4600 postes d'AED et AESH qui sont purement et simplement annulés (*chiffres du Café Pédagogique*).

Avec cette suppression de près de 11000 postes, l'application du fameux « choc des savoirs » (groupes de niveau, redoublements, prépa seconde....) paraît impossible et offre sans doute une bouée de sauvetage à la nouvelle ministre, qui peinait il y a quelques jours encore à justifier les groupes de niveau. Si cette mesure et d'autres disparaissent, ce dont se réjouira la CGT Educ'action, nous sommes plus qu'inquiet-es sur les conséquences de cette nouvelle saignée.

Alors que toutes les catégories de personnels évoquent leur souffrance face à des conditions de travail qui se dégradent d'année en année, cette nouvelle coupe budgétaire ne va qu'accentuer leur mal-être dans l'exercice de leurs missions. S'ajoutent à cela, des conditions d'étude loin d'être optimales qui pénaliseront, en tout premier lieu, les élèves les plus en difficulté. Et que dire de la suppression de milliers de postes d'Aed et d'AESH, alors que le ministère se vante de vouloir lutter contre le harcèlement et de promouvoir l'École inclusive. Rappelons que G.Attal, éphémère ministre de l'Éducation nationale, avait annoncé fin décembre la création de 2137 postes d'enseignant-es pour « financer » l'application de ses réformes. Mesure exceptionnelle annoncée alors en grandes pompes... pour en supprimer plus du double deux mois plus tard !

L'Éducation nationale, priorité numéro 1 du président et du 1^{er} ministre qui « emmenait avec lui à Matignon » la cause de l'École ?? Cette annonce scandaleuse dément une fois de plus par les actes, les paroles du pouvoir exécutif.

Le 8 mars, le 19 mars et après, mobilisons-nous par la grève, pour obtenir les augmentations de salaire et les créations de postes massives dont l'Education nationale manque cruellement.

Montreuil, le 22 février

CGT Educ'action

263, rue de Paris Case 549 93515 MONTREUIL CEDEX

Tél : 01 55 82 76 55



www.cgteduc.fr



unsen@cgteduc.fr



@CGTEducationofficiel



@cgt_educ



@cgteducation